

Consommation et investissement des ménages

Au premier trimestre 2017, la consommation des ménages a marqué le pas (+0,1 % après +0,6 %). Les dépenses en biens se sont nettement repliées, notamment celles en énergie et en automobiles, alors que la consommation de services a légèrement accéléré.

Au deuxième trimestre 2017, la consommation des ménages serait plus dynamique (+0,4 %) du fait d'un rebond des dépenses en biens. Les achats de biens durables retrouveraient de l'élan, notamment avec une reprise des dépenses en automobiles. La consommation d'énergie se stabiliserait quasiment. La consommation de services ralentirait légèrement : les dépenses d'hébergement-restauration et de transport demeureraient soutenues grâce au retour des touristes alors que la consommation de loisirs ralentirait après deux trimestres dynamiques. Au second semestre 2017, la consommation des ménages progresserait à un rythme en ligne avec la hausse modérée de leur pouvoir d'achat (+0,3 % par trimestre).

En moyenne annuelle, la consommation des résidents freinerait nettement en 2017 (+1,2 % après +2,1 %), en ligne avec leur pouvoir d'achat (+1,1 % après +1,8 % en 2016), pénalisé par le regain d'inflation. Cependant, les exportations de services touristiques se redresseraient, soutenant le secteur qui résisterait ainsi au ralentissement du pouvoir d'achat.

Au quatrième trimestre 2016, le taux d'épargne a retrouvé son niveau du premier trimestre (13,9 %), après une hausse temporaire à l'été (14,3 %). Il resterait quasiment inchangé sur l'ensemble de l'année 2017 et se situerait ainsi à 13,9 % en moyenne annuelle, en très légère baisse par rapport à 2016 (14,0 %).

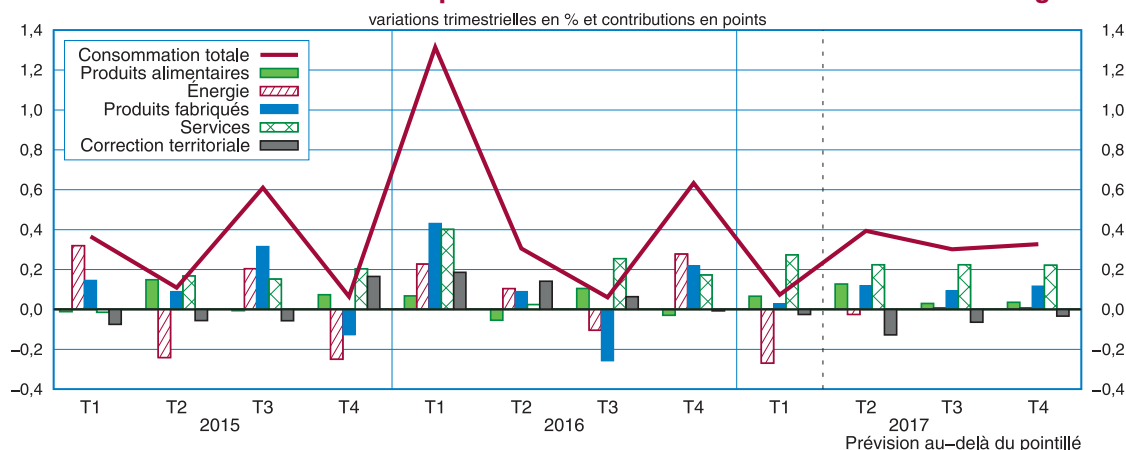
Sur l'ensemble de l'année 2016, l'investissement des ménages en logements a rebondi (+2,4 %), après quatre années de recul. Il a de nouveau nettement augmenté au premier trimestre 2017 (+1,0 %) et croîtrait quasiment autant jusqu'à la fin de l'année. En moyenne annuelle, l'investissement des ménages accélérerait donc très nettement en 2017 (+3,7 %).

La consommation a marqué le pas au premier trimestre 2017

Au premier trimestre 2017, la consommation des ménages a marqué le pas (+0,1 %), après un quatrième trimestre dynamique (+0,6 % ; graphique 1).

La consommation de biens s'est repliée (-0,4 % après +1,0 %). En particulier, celle d'énergie a fortement reculé (-3,3 % après +3,4 %) : les dépenses de chauffage ont nettement baissé en raison d'une fin d'hiver clémente après un automne plutôt froid. Les achats d'automobiles ont aussi reculé (-1,1 % après +2,2 %). En outre, les dépenses d'habillement ont ralenti (+0,6 % après

1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



Source : Insee

+1,1 %). En revanche, celles en équipement du logement se sont nettement redressées (+2,1 % après 0,0 %) et la consommation alimentaire a rebondi (+0,4 % après -0,2 %).

La consommation en services a légèrement accéléré (+0,5 % après +0,3 %), notamment parce que les dépenses en hébergement-restauration ont vivement repris après un quatrième trimestre atone, que la consommation en services de transport est restée soutenue et que celle de loisirs a de nouveau été dynamique.

Au deuxième trimestre 2017, la consommation accélérerait légèrement

Au deuxième trimestre 2017, la consommation totale des ménages accélérerait légèrement (+0,4 %, *tableau*) grâce à un rebond des dépenses en biens (+0,5 % après -0,4 %).

Les achats de biens durables se redresseraient (+1,4 % après 0,0 %) : les achats d'automobiles rebondiraient (+1,6 % après -1,1 %) alors que les dépenses en équipement du logement décélèreraient (+1,2 % après +2,1 %). La consommation d'énergie se stabiliserait quasiment (-0,3 % après -3,3 %) notamment les dépenses pour le chauffage, avec des températures au début de printemps très proches de leur moyenne. Les dépenses alimentaires accéléreraient (+0,7 % après +0,4 %). En revanche, les dépenses d'habillement se replieraient franchement (-0,9 % après +0,6 %), par contrecoup de deux trimestres

dynamiques et sous l'effet d'un calendrier décalé des soldes d'été. Enfin, la consommation de services resterait robuste (+0,4 % après +0,5 %) : les dépenses d'hébergement-restauration et de transport augmenteraient encore solidement, grâce à un retour progressif des touristes étrangers¹, alors que la consommation de loisirs ralentirait après deux trimestres de vive hausse.

Au second semestre 2017, la consommation des ménages continuerait d'augmenter à un rythme en ligne avec la croissance modérée de leur pouvoir d'achat (+0,3 % par trimestre). Les dépenses en services seraient aussi dynamiques qu'au deuxième trimestre, surtout celles des services touristiques.

En moyenne sur l'année, la consommation des ménages freinerait nettement en 2017 (+1,2 % après +2,1 % en 2016), en ligne avec leur pouvoir d'achat dont le dynamisme s'éroderait avec le regain d'inflation (+1,1 % après +1,8 %). Les achats en produits manufacturés, notamment, croîtraient moins vite (+1,2 % après +1,7 %). La consommation d'énergie se replierait en moyenne annuelle (-1,3 % après +2,2 %) en raison des

1. Pour chaque produit, les comptes nationaux mesurent les achats sur le territoire, que les ménages soient résidents ou non. La consommation des ménages résidents s'obtient en corrigeant la somme de ces achats sur le territoire, c'est-à-dire en ajoutant les dépenses réalisées par les touristes résidents à l'étranger (qui sont enregistrées comme importations de services touristiques) et en retranchant les achats des non-résidents sur le territoire (qui correspondent à des exportations de services touristiques). Cette correction est globale et non ventilée par produit.

Dépenses de consommation et investissement des ménages

	Variations trimestrielles en %								Variations annuelles en %		
	2016				2017				2015	2016	2017
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Dépenses totales de consommation des ménages (1) + (2) + (3)	1,3	0,3	0,1	0,6	0,1	0,4	0,3	0,3	1,3	2,1	1,2
Services (1)	0,7	0,0	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,8	1,6	1,6
Biens (2)	1,5	0,3	-0,5	1,0	-0,4	0,5	0,3	0,3	1,9	1,8	0,8
dont											
Alimentaire	0,4	-0,3	0,6	-0,2	0,4	0,7	0,2	0,2	1,1	0,9	1,1
Produits agricoles (AZ)	2,7	-0,9	-0,4	-0,3	-1,8	2,0	0,2	0,2	-0,4	2,2	-0,9
Produits agroalimentaires (C1)	-0,1	-0,2	0,8	-0,1	0,8	0,5	0,2	0,2	1,4	0,6	1,6
Énergie	2,7	1,3	-1,3	3,4	-3,3	-0,3	0,1	0,1	1,4	2,2	-1,3
Énergie, eau, déchets (DE)	3,9	3,1	-3,1	5,0	-5,0	0,2	0,0	0,0	1,9	2,9	-2,2
Cokéfaction et raffinage (C2)	1,5	-1,0	1,2	1,5	-0,9	-1,0	0,2	0,2	0,9	1,3	0,0
Produits fabriqués (C3 à C5)	2,1	0,4	-1,2	1,1	0,1	0,6	0,5	0,6	2,6	2,4	1,2
Produits manufacturés (C1 à C5)	1,2	0,1	-0,2	0,6	0,3	0,4	0,3	0,4	2,0	1,7	1,2
Correction territoriale (3) = (4) - (5)	-42,9	-57,6	-61,3	18,6	53,7	71,6	42,7	30,6	-2,0	-78,6	40,2
Importations services touristiques (4)	3,2	2,1	0,8	0,0	-0,3	0,4	0,4	0,4	-5,2	5,2	1,2
Exportations services touristiques (5)	-2,6	-2,3	-1,2	0,2	0,5	2,0	2,0	2,0	-4,7	-6,9	2,5
Investissement des ménages	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0	0,9	0,9	0,8	-2,1	2,4	3,7

Prévision

Source : Insee

Conjoncture française

températures clémentes du début d'année. En revanche, grâce au retour des touristes, les achats de services marchands résisteraient au ralentissement du pouvoir d'achat (+1,8 % après +1,7 %).

En 2017, le taux d'épargne baisserait très légèrement à 13,9 %

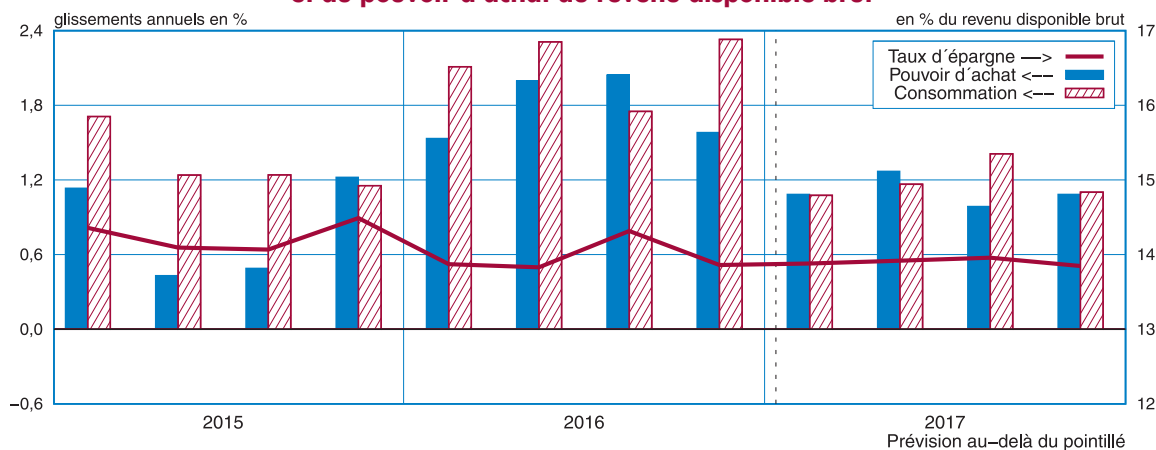
Le taux d'épargne des ménages a augmenté au troisième trimestre 2016, à 14,3 % de leur revenu disponible brut, leur consommation traversant un trou d'air alors que leur pouvoir d'achat a solidement progressé (*graphique 2*). Au quatrième trimestre 2016, le taux d'épargne a retrouvé quasiment son niveau du premier trimestre (13,9 %), la consommation rebondissant alors que le pouvoir d'achat s'est quasiment stabilisé. Il serait quasiment stable tout au long de l'année 2017. En effet, la consommation des ménages augmenterait à un rythme quasi similaire à celui de leur pouvoir

d'achat. En moyenne sur 2017, le taux d'épargne reculerait très légèrement (13,9 % après 14,0 %), au plus bas depuis 1990.

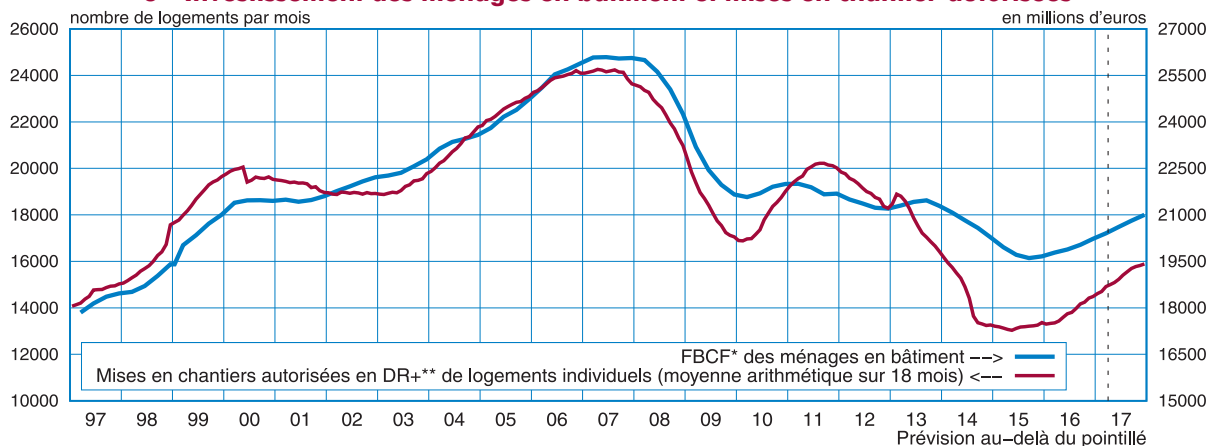
L'investissement des ménages croîtrait vigoureusement sur l'ensemble de l'année 2017

Au premier trimestre 2017, l'investissement des ménages a continué d'augmenter nettement (+1,0 %), pour le septième trimestre consécutif. Le nombre de mises en chantier autorisées n'a cessé de croître depuis début 2016 (*graphique 3*). Compte tenu des délais habituels entre autorisations et constructions effectives, l'investissement des ménages resterait quasiment aussi vif jusque fin 2017 (+0,9 % en moyenne par trimestre). En moyenne annuelle, l'investissement des ménages accélérerait franchement en 2017 (+3,7 % après +2,4 % en 2016). ■

2 - Taux d'épargne et variations de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut



3 - Investissement des ménages en bâtiment et mises en chantier autorisées



* : FBCF : formation brute de capital fixe, aux prix de l'année précédente chaînés

** : DR+ : dates réelles estimées

Sources : Insee, SDES